

INVENTAIRE RÉALISÉ PAR :

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	1
DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS	2
A. Identification	2
B. Histoire du producteur et des archives	2
B.I. Histoire du producteur	2
B.II. Histoire des archives	3
C. Contenu et structure	3
C.I. Portée et contenu	3
C.II. Tri et éliminations	3
C.III. Accroissements	3
C.IV. Mode de classement	4
D. Consultation et utilisation	4
D.I. Conditions d'accès	4
D.II. Conditions de reproduction.....	4
E. Sources complémentaires	4
F. Contrôle	4
INVENTAIRE DES ARCHIVES DE MICHEL BARBEAUX	5
A. Vie professionnelle	5
A.I. Inspecteur adjoint des Finances	5
A.II. Maître de conférences invité à l'Université Catholique de Louvain	5
A.III. Conseiller au Centre d'Etudes Politiques, Economiques et Sociales (1974-1977)	6
A.IV. Chef de cabinet adjoint auprès du Premier ministre (1979-1995)	6
B. Vie politique.....	7
B.I. Député wallon (1995-1999).....	7
B.II. Sénateur (2000-2003).....	11

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS

A. Identification

Référence : BE_CPCP_PERS_PSC_CDH_BARBEAUX

Nom : Fonds Michel Barbeaux

Dates : 1976-2003

Niveau de description : Fonds

Importance matérielle : 0,36 m.l. (3 boîtes)

Support : Papier

B. Histoire du producteur et des archives

B.I. Histoire du producteur¹

Michel Barbeaux est né à Ciney le 6 décembre 1947. Bachelier en Philosophie, candidat en Droit, licencié et maître en Sciences économiques de l'Université catholique de Louvain, assistant à l'UCL/FUSL, Michel Barbeaux devient conseiller au CEPESS (1974-1977), attaché de Cabinet auprès du vice-Premier ministre et ministre de la Fonction publique (1977-1979), conseiller, puis chef de Cabinet adjoint auprès du Premier ministre de 1979 à 1995. Proche de Philippe Maystadt, il est le rédacteur en chef des Cahiers pour demain publiés par le Centre européen des travailleurs, groupe créé en 1984 pour « nourrir une réflexion humaniste de centre gauche et d'inspiration démocrate-chrétienne ». Secrétaire du Comité de concertation gouvernement fédéral-gouvernement des communautés et des régions de 1985 à 1995, il est nommé Inspecteur général des Finances au Ministère de la Région wallonne. En juillet 1995, il quitte l'ombre des cabinets ministériels pour la lumière du Parlement wallon, en tant que suppléant de Michel Lebrun nommé ministre. En 1996, il est désigné pour quatre ans comme président du Conseil d'administration de la Société publique d'Administration des Bâtiments scolaires (SPABS) en province de Namur. Il est également membre du comité de gestion du Fonds de garantie des bâtiments scolaires de la Communauté française (depuis 1996). C'est surtout du côté de la Communauté française que le député wallon se signale par ses interpellations au sujet du devenir financier de l'institution. Au sein de son parti, il mène une importante réflexion sur l'avenir de l'école. En juin 1998, il devient l'un des trois secrétaires « nationaux » du PSC, en charge de toutes les compétences en rapport avec les Services publics. Suppléant de Philippe Maystadt nommé à la BEI, Michel Barbeaux découvre brièvement le

¹ Encyclopédie du Mouvement wallon, Parlementaires et ministres de la Wallonie (1974-2009), t. IV, Namur, Institut Destrée, 2010, p. 38-39.

Sénat entre 2000 et 2003. Conseiller communal de Ciney (1983-2012), ce haut responsable de la démocratie chrétienne est le chef de file local du PSC-cdH (1983-2006), avant de devenir Premier échevin de Ciney, en charge des Finances, des Affaires économiques et de l'Emploi, d'octobre 2006 à novembre 2012. Repoussé dans l'opposition locale en 2012, le conseiller communal décide de prendre sa retraite politique, même s'il reste « conseiller à temps partiel » auprès du Secrétaire d'État fédéral Melchior Wathelet Jr. Tant au niveau provincial qu'au niveau national, il a également exercé d'importantes responsabilités au sein des Mutualités chrétiennes.

B.II. Histoire des archives

Depuis la fin de ses mandats politiques, les archives de Michel Barbeaux ont été conservées au domicile de l'intéressé à Ciney. Le 7 août 2017, les archivistes du CAD ont pris en charge ces archives suite à la signature d'une convention de don.

C. Contenu et structure

C.I. Portée et contenu

Ce fonds se compose de documents s'étalant sur une période allant de 1976 à 2003.

L'intégralité des archives conservées sont liées à la vie professionnelle et politique de Michel Barbeaux. Les archives politiques qui ont été classées concernent les grandes étapes de la carrière politique de Michel Barbeaux à savoir ses mandats de Député wallon (1995-1999) et de Sénateur (2000-2003). Celles-ci mettent en lumière l'intense activité parlementaire de Michel Barbeaux (rapports, propositions de lois et de résolutions, interventions...). Deux dossiers thématiques, liés à l'activité sénatoriale de Michel Barbeaux, sont à pointer : l'un sur la Taxe Tobin et l'autre sur la réforme Copernic. Par ailleurs, quelques documents relatifs à la vie professionnelle de Michel Barbeaux ont également été conservés. Ceux-ci sont liés à ses activités d'Inspecteur adjoint des Finances, de Maîtres de conférences invité à l'UCL, de Conseiller au CEPSS ainsi que de Chef de cabinet adjoint auprès du Premier ministre.

C.II. Tri et éliminations

Très peu de documents ont été éliminés. Néanmoins, quelques doubles clairement établis ont été supprimés.

C.III. Accroissements

Le fonds inventorié est fermé.

C.IV. Mode de classement

Lors du transfert du fonds au centre d'archives et de documentation du CPCP, celui-ci n'avait pas déjà été traité en amont par un archiviste et aucun inventaire sommaire n'avait été remis au moment de la réception des archives.

Une structure de classification relativement simple a été mise en place. Celle-ci se base principalement sur les grandes étapes de la vie politique et professionnelle de Michel Barbeaux :

A. Vie professionnelle

A.I. Inspecteur adjoint des Finances

A.II. Maître de conférences invité à l'Université Catholique de Louvain

A.III. Conseiller au Centre d'Etudes, Politiques, Economiques et Sociales (CEPESS)

A.IV. Chef de cabinet adjoint auprès du Premier ministre

B. Vie politique

B.I. Député wallon

B.II. Sénateur

D. Consultation et utilisation

D.I. Conditions d'accès

Les archives sont publiques. La consultation est libre avec l'accord de l'archiviste.

D.II. Conditions de reproduction

Pour la reproduction des documents d'archives, les règles et tarifs en vigueur au centre d'archives et de documentation du CPCP sont d'application.

E. Sources complémentaires

Pour les chercheurs qui s'intéressent plus largement à l'histoire du PSC, ceux-ci peuvent se référer à notre inventaire des archives du PSC.

F. Contrôle

L'inventaire a été réalisé en mars-avril 2018, par l'historien-archiviste du centre d'archives et de documentation du CPCP : Thomas Smets. D'une manière générale, nous avons tenté de respecter les normes ISAD(G).

INVENTAIRE DES ARCHIVES DE MICHEL BARBEAUX

A. Vie professionnelle

A.I. Inspecteur adjoint des Finances

Fonction d'Inspecteur adjoint des Finances

Référence : BARBEAUX_A_I_001

Date : 10 janvier 1984

Importance matérielle : 1 pièce

Description :

- Rapport de stage de Michel Barbeaux: « Comment se sont constitués les ministères des communautés et des régions » (10 janvier 1984)

A.II. Maître de conférences invité à l'Université Catholique de Louvain

Fonction de maître de conférences invité à l'Université Catholique de Louvain

Référence : BARBEAUX_A_II_002

Date : 1979

Importance matérielle : 2 pièces

Description :

- Productions écrites de Michel Barbeaux (1979) :
 - o « La politique régionale en Belgique vue à partir des lois d'expansion. Analyse des résultats. Alternatives » (1979 / Reflets et Perspectives de la vie économique)
 - o « L'équilibre des balances de paiements régionales et la structuration des pouvoirs gouvernementaux au sein d'une union monétaire » (s.d. / Recherches Economiques de Louvain)

A.III. Conseiller au Centre d'Etudes Politiques, Economiques et Sociales (1974-1977)

Fonction de conseiller au Centre d'Etudes Politiques, Economiques et Sociales (CEPESS)

Référence : BARBEAUX_A_III_003

Dates : 1976-1977

Importance matérielle : 1 chemise

Description :

- Productions écrites de Michel Barbeaux (1976-1977) :
 - o « L'Union Economique et Monétaire Européenne » (1976 / Documents-CEPESS)
 - o « La Convention C.E.E.- A.C.P. de Lomé » (1976 / Cahiers-CEPESS)
 - o « Les lois belges d'expansions régionale - Quelques éléments d'évaluation économique » (1977)
 - o « Axes pour une politique industrielle wallonne » (1977 / Sous-Commission CEPESS : Politique économique wallonne)

A.IV. Chef de cabinet adjoint auprès du Premier ministre (1979-1995)

Fonction de chef de cabinet adjoint du Premier ministre

Référence : BARBEAUX_A_IV_004

Dates : 1979-1993

Importance matérielle : 1 liasse

Description :

- Travaux réalisés par Michel Barbeaux (1987-1990) :
 - o « La décentralisation fonctionnelle et les réformes institutionnelles » (24 avril 1987)
 - o « Le Comité de concertation : bilan à la lumière de l'expérience » (30 janvier 1990)
 - o « La mise en œuvre de la décentralisation. Administration, parastataux et réforme de l'État en Belgique » (10 octobre 1990)
- Dossier relatif aux accords de la Saint-Michel et de la Saint-Quentin (1992-1993) :
 - o Documents de travail (1992-1993) :
 - « Propositions visant à achever la structure fédérale de l'Etat » (28 septembre 1992)
 - « Accord du PS-PSC-ECOLO » (4 juin 1993)
 - « Aspects financiers des accords de la Saint-Michel » (15 juin 1993)
 - « Le financement des communautés et des régions : passé, présent, avenir » (s.d.)
 - o Textes de lois, projets de décrets et rapports de commissions (1992-1993) :
 - o Articles de presse (1992-1993)

- Exposé du Premier ministre Wilfried Martens devant le Cercle Gaulois : « La Belgique décentralisée dans la communauté européenne » (20 juin 1979)

B. Vie politique

B.I. Député wallon (1995-1999)

Fonction de Député wallon

Référence : BARBEAUX_B_I_005

Nom : Fonction de Député wallon

Dates : 1995-1999

Importance matérielle : 2 liasses

Description :

- Rapports présentés par Michel Barbeaux devant le Parlement wallon (1995-1999) :
 - « Le premier feuilletton d'ajustement du budget des recettes et des dépenses 1995 » (21 décembre 1995)
 - « Le deuxième ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1996 » (4 décembre 1996)
 - « Projet de décret-programme portant diverses mesures en matière de finances, recherche, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale » (4 décembre 1996)
 - « Accord de coopération relatif à l'eurovignette ainsi qu'aux droits d'usage routiers ou redevances liées à l'usage des routes et de leurs dépendances » (11 juin 1997)
 - « Proposition de résolution relative au droit de vote et d'éligibilité aux élections communales et provinciales des étrangers établis en Belgique depuis plus de cinq ans » (2 juillet 1997)
 - « Les propositions de résolutions relatives au droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections communales et provinciales » (18 juillet 1997)
 - « Proposition de décret spécial visant à associer les sénateurs élus directement par le Collège électoral français aux travaux du Parlement wallon » (24 septembre 1997)
 - « Projet de décret-programme portant diverses mesures en matière d'action sociale » (2 décembre 1998)
 - « Projet de décret relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes » (24 mars 1999)
 - « Le premier feuilletton d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1999 » (19 avril 1999)
 - « Le 152ème cahier d'observations de la cour des comptes » (s.d.)

- Propositions de décrets déposés par Michel Barbeaux devant le Parlement wallon (1997-1999) :
 - o « Proposition de décret modifiant l'article 48.2 de l'arrêté royal du 31 mars 1937 établissant le Code des droits de succession » (14 mars 1997)
 - o « Proposition de décret portant création du Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie » (14 juillet 1997)
 - o « Proposition de décret modifiant le décret du 25 octobre 1984 instituant la société régionale wallonne du logement » (13 novembre 1997)
 - o « Proposition de décret visant à étendre le champ d'application des programmes de remise au travail des chômeurs dont le droit aux allocations de chômage est suspendu » (29 octobre 1998)
 - o « Proposition de décret relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes » (28 avril 1999)

- Interventions et questions orales de Michel Barbeaux devant le Parlement wallon (1995-1999) :
 - o « La décision de l'Institut de l'Enfant Jésus à Ciney d'installer un réseau de vidéo-vigilance » (5 décembre 1995)
 - o « Un budget wallon rigoureux au service de l'emploi » (21 décembre 1995)
 - o « Les subventions accordées par le Fonds social européen dans le cadre des Objectifs 1 et 3 » (31 janvier 1996)
 - o « La problématique de la gestion des déchets ménagers en provinces de Namur et de Luxembourg » (6 mars 1996)
 - o « Le statut des fonctionnaires de la Région wallonne » (15 mars 1996)
 - o « Signature de la convention FBI associant la Région wallonne et la Communauté française en vue de la mise à disposition des milieux d'accueil agréés d'un quota de puéricultrices à mi-temps » (27 mars 1996)
 - o « Les aides octroyées dans le secteur de la viande bovine par le gouvernement wallon » (13 novembre 1996)
 - o « Les priorités du Parlement wallon en vue de la conférence intergouvernementale » (13 novembre 1996)
 - o « Le budget 1997 de la Région wallonne » (18 décembre 1996)
 - o « Projet de décret relatif au tourisme social » (26 février 1997)
 - o « Le subventionnement aux communes des projets pilotes intégrant des clauses sociales » (16 avril 1997)
 - o « Le projet d'implantation d'une usine d'incinération de déchets ménagers à Achène » (11 juin 1997)
 - o « L'eurovignette » (25 juin 1997)
 - o « Le premier feuilleton d'ajustement budgétaire » (18 juillet 1997)
 - o « L'Europe sociale avant et après Amsterdam » (21 octobre 1997)
 - o « L'examen de la déclaration de politique régionale complémentaire » (5 novembre 1997)
 - o « Le budget 1998 de la Région wallonne » (16 décembre 1997)
 - o « L'exécution de la DPRC dans la fonction publique » (17 décembre 1997)
 - o « Le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne » (14 janvier 1998)

- « La contamination du lait par la dioxine dans les exploitations agricoles proches d'incinérateurs » (18 février 1998)
 - « Le transfert et le futur statut du personnel de l'AWEX » (8 juillet 1998)
 - « L'impact d'un endettement plus élevé d'une région par rapport à une autre » (15 juillet 1998)
 - « La ratification du Traité d'Amsterdam » (15 juillet 1998)
 - « La subsidiation par la Région wallonne de l'équipement de zonings permettant de relier les entreprises au WIN » (22 octobre 1998)
 - « La déclaration de politique régionale en matière de mobilité du personnel dans la fonction publique » (22 octobre 1998)
 - « Les projets de décrets instaurant une taxe sur les automates, les logement abandonnés et les sites d'activité économique désaffectés » (4 novembre 1998)
 - « L'ajustement budgétaire 1998 » (14 décembre 1998)
 - « Les décrets programmes 1999 » (14 décembre 1998)
 - « L'évaluation de la déclaration de politique régionale complémentaire » (10 février 1999)
 - « Projet de décret relatif à la mise à disposition d'un minimum de gaz et d'électricité » (24 février 1999)
 - « La création d'un conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie » (28 avril 1999)
 - « L'ajustement budgétaire » (4 mai 1999)
 - « Projet de décret de programmation budgétaire des cofinancements des interventions du fonds social européen » (4 mai 1999)
- Rapports présentés par Michel Barbeaux devant le Parlement de la Communauté française (1996-1998) :
- « 7ème cahier d'observations adressé par la cour des comptes » (5 mars 1996)
 - « Le budget des voies et moyens de la Communauté française pour l'année budgétaire 1997 » (10 juillet 1996)
 - « Le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1997 » (10 juillet 1996)
 - « La maltraitance des enfants » (10 octobre 1996)
 - « Étude sur la maltraitance des enfants » (11 septembre 1997)
 - « Le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1998 » (2 octobre 1997)
 - « La suppression du financement du Fonds des Équipements et des Services Collectifs par le gouvernement fédéral » (2 octobre 1997)
 - « Le budget 1998 de la Communauté française » (21 octobre 1997)
 - « Le deuxième ajustement du budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1997 » (26 novembre 1997)
 - « L'aide aux enfants victimes de maltraitements » (7 janvier 1998)
 - « Le premier ajustement du budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1998 » (23 juin 1998)
 - « Proposition de modification du règlement du Parlement » (23 juin 1998)
 - « Proposition de modification du règlement du Parlement » (23 juin 1998)

- « Le budget ajusté 1998 de la Communauté française » (17 juillet 1998)
- Propositions de décrets déposés par Michel Barbeaux devant le Parlement de la Communauté française (1996-1999) :
 - « Proposition de décret visant à organiser les conditions de subvention en matière culturelle » (12 juin 1996)
 - « Proposition de décret portant création d'une taxe sur la publicité » (5 mars 1997)
 - « Proposition de décret organisant le sport en Communauté française » (9 février 1999)
- Interventions et questions orales de Michel Barbeaux devant le Parlement de la Communauté française (1996-1999) :
 - « Les subventions de productions culturelles » (28 février 1996)
 - « Le prêt d'excédents de trésorerie » (12 mars 1996)
 - « Pouponnières et centre d'accueil agréés par l'ONE » (30 juin 1996)
 - « Budget 1997 de la Communauté française » (16 juillet 1996)
 - « Le problème de la maltraitance des enfants » (15 octobre 1996)
 - « La création d'une commission d'enquête sur la maltraitance des enfants » (3 février 1997)
 - « Subventions aux familles d'accueil » (30 juin 1997)
 - « Le projet de décret relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitements » (10 février 1998)
 - « Le projet de décret modifiant certaines dispositions en matière d'enfance et d'aide à la jeunesse » (1er avril 1998)
 - « La rémunération du travail de nuit » (23 juin 1998)
 - « Budget 1999 de la Communauté française » (17 juillet 1998)
 - « Le décret modifiant le décret de 1983 portant création de l'ONE » (26 janvier 1999)
 - « La répartition des subsides Loterie nationale » (13 avril 1999)
 - « Budget 1997 de la Communauté française » (s.d.)
- Notes rédigées par Michel Barbeaux :
 - « La participation des communes dans Electrabel » (2 mars 1996)
 - « L'union économique et monétaire profitera-t-elle à tous les Européens ? » (22 novembre 1996)
 - « La transmission des entreprises familiales » (20 mai 1997)
 - « La fonction publique wallonne » (18 février 1998 / A destination du président du PSC Charles-Ferdinand Nothomb)
 - « La position du groupe PSC sur le projet de décret relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitements » (6 mars 1998)
 - « Les aspects techniques de la fiscalité régionale » (23 septembre 1999)
 - « L'autonomie fiscale » (22 novembre 1999 / A destination de la commission CEPSS Fiscalité)
 - « Droits de succession » (s.d.)

B.II. Sénateur (2000-2003)

Fonction de Sénateur

Référence : BARBEAUX_B_II_006

Dates : 1999-2003

Importance matérielle : 4 liasses

Description :

- Dossier relatif à la Taxe Tobin (1999-2001) :
 - o Notes de travail (1999-2000) :
 - « Taxing excessive currency speculation to prevent social crisis and finance global challenges » (8 janvier 1999)
 - « Controls on capital flows ant the Tobin-Tax » (4 décembre 1999)
 - « Une taxe sur les transactions de change » (6 février 2000)
 - « Note récapitulative des arguments contre une Taxe Tobin » (25 mai 2000)
 - « La Taxe Tobin » (31 mai 2000)
 - « Arguments pour et contre une taxe sur la spéculation financière » (4 juin 2000)
 - « Point de vue du secteur bancaire sur l'instauration d'une Taxe Tobin » (6 juin 2000)
 - « La Taxe Tobin est-elle praticable ? » (7 juin 2000)
 - « La question de la Taxe Tobin : Arguments pour un oui ou pour un non à une taxe sur la spéculation en devises » (8 septembre 2000)
 - « Taxe Tobin et régulation du système financier » (s.d.)
 - « Taxe Tobin : une proposition Belge ? » (s.d.)
 - « Utilité et faisabilité de la Taxe Tobin » (s.d.)
 - o Interventions de Michel Barbeaux devant le Sénat sur cette problématique (2000)
 - o Notes manuscrites de Michel Barbeaux sur la Taxe Tobin (2000)
 - o Rapports de la Commission finances et budget (2000)
 - o Articles de presse (2000-2001)
 - o Avis du Conseil supérieur des finances relatif à l'instauration de la Taxe Tobin (2001)
- Dossier relatif à la réforme Copernic (2000-2002)
 - o Notes de travail (2000) :
 - « Que cache un tel chambardement de l'administration fédérale ? » (27 novembre 2000)
 - « Copernic : analyse d'un échec annoncé » (s.d.)
 - « Copernic...et après ? Quelle modernisation des administrations ? » (s.d.)
 - « Copernicus » (s.d.)
 - « Fonction publique » (s.d.)
 - « Mais où est passé la nouvelle culture politique ? Blanchiment et pacte de politisation de l'administration... » (s.d.)

- « Nouvel organigramme de la fonction publique fédérale : critiques de la centrale chrétienne des services publics » (s.d.)
- « Plan Copernic : une révolution ? » (s.d.)
- « Pour une vraie modernisation de la gestion de nos administrations » (s.d.)
- Interventions de Michel Barbeaux devant le Sénat sur cette problématique (2000-2001)
- Communiqués et conférences de presse du PSC (2000-2001)
- Articles de presse (2000-2002)
- Notes manuscrites de Michel Barbeaux sur la réforme Copernic (s.d.)
- Rapports présentés par Michel Barbeaux devant le Sénat (2000-2003) :
 - « Projet de loi spéciale modifiant l'article 41 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage » (30 mars 2000)
 - « Projet de loi spéciale portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions » (21 juin 2001)
 - « Projet de loi portant des mesures en matière de soins de santé » (18 juillet 2001)
 - « Proposition de loi visant à attribuer une allocation de rentrée scolaire » (6 novembre 2001)
 - « Projet de résolution relative à la journée nationale de l'hépatite C » (15 mai 2002)
 - « Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées en ce qui concerne les membres des communautés religieuses » (5 juillet 2002)
 - « Projet de loi portant des mesures en matière de soins de santé » (15 juillet 2002)
 - « Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage » (17 octobre 2002)
 - « Projet de loi-programme 1 » (20 décembre 2002)
 - « Projet de loi-programme 2 » (20 décembre 2002)
 - « Proposition de loi modifiant diverses dispositions relatives à la pension de retraite des travailleurs salariés et des indépendants » (15 janvier 2003)
 - « Projet de loi exécutant et complétant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions » (6 février 2003)
 - « Projet de loi prévoyant de nouvelles mesures en faveur des victimes de la guerre » (26 mars 2003)
 - « Proposition de loi interdisant de fournir du tabac aux jeunes » (26 mars 2003)
- Propositions de lois et de résolutions déposées par Michel Barbeaux devant le Sénat (2000-2003) :
 - « Proposition de résolution relative à la mise en place de mesures tendant à réduire les mouvements de capitaux déstabilisateurs » (10 novembre 2000)
 - « Proposition de loi visant à introduire dans la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée du 14 juillet 1994 une assurance autonomie » (2 avril 2002)
 - « Proposition de loi instaurant un fonds de lutte contre le tabagisme » (12 novembre 2002)
 - « Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques » (29 novembre 2002)
 - « Proposition de loi modifiant la loi du 5 septembre 2001 portant garantie d'une réduction continue de la dette publique » (14 février 2003)

- « Proposition de loi modifiant l'article 135 du Code des impôts sur les revenus afin de mieux prendre en compte au niveau fiscal la dépendance de nos aînés » (3 avril 2003)
- « Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités » (9 avril 2003)
- Interventions de Michel Barbeaux devant le Sénat (2000-2003) :
 - « L'accord de la Saint-Eloi » (22 mars 2000)
 - « La production socialement responsable » (11 mai 2000)
 - « Proposition de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation » (6 juillet 2000)
 - « La récupération de la TVA sur les infrastructures d'épuration de l'eau appartenant à la région bruxelloise » (10 octobre 2000)
 - « Le débat relatif à la déclaration gouvernementale » (20 octobre 2000)
 - « Le refinancement de la Communauté française » (16 novembre 2000)
 - « La mise en place de mesures tendant à réduire les mouvements de capitaux déstabilisateurs » (7 décembre 2000)
 - « L'importance accordée au bilinguisme chez les fonctionnaires dirigeants » (15 décembre 2000)
 - « La modernisation de l'administration fédérale » (15 décembre 2000)
 - « Projet de loi sur la GRAPA » (8 mars 2001)
 - « Projet de loi portant diverses mesures en matière de fonction publique » (15 mars 2001)
 - « Projet de loi spéciale portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés » (30 mai 2001)
 - « Les titres-services » (12 juillet 2001)
 - « Le refinancement des services salariés de soins à domicile » (1er octobre 2001)
 - « Le débat sur l'euthanasie » (24 octobre 2001)
 - « Proposition de loi relative à la transmission des officines pharmaceutiques » (22 novembre 2001)
 - « Le non-remboursement de la nutrition entérale par sonde en IMP » (22 novembre 2001)
 - « La suppression de la ristourne sur les médicaments » (6 décembre 2001)
 - « Projet de loi portant des mesures en matière de soins de santé » (13 décembre 2001)
 - « L'octroi d'une prime au personnel du ministère des Finances affecté au sein d'un service extérieur situé sur le territoire d'une grande agglomération » (21 mars 2002)
 - « La désignation des nouveaux top managers » (6 mai 2002)
 - « L'impact et l'évolution de la réforme Copernic » (17 mai 2002)
 - « Le projet de loi instaurant le maximum à facturer » (30 mai 2002)
 - « L'exécution des accords de la Saint-Polycarpe et de la Saint-Boniface relatifs au rééchelonnement de dettes scolaires » (13 juin 2002)
 - « Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale sur la Cour d'arbitrage et sur la révision du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer une disposition nouvelle permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales » (24 octobre 2002)
 - « Projet de loi relatif au maximum à facturer dans l'assurance soins de santé » (30 mai 2002)

- « Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées en ce qui concerne les membres des communautés religieuses » (10 juillet 2002)
- « Loi programme » (7 décembre 2002)
- « Les conséquences de l'application du statut des artistes sur le secteur de l'édition » (16 janvier 2003)
- « Les conditions d'octroi d'allocations sociales aux membres des communautés religieuses » (30 janvier 2003)
- « Le malaise au sein du SPF Finances suite aux propositions de réforme des carrières spécifiques » (6 février 2003)
- « Le calcul des pensions des agents des centres PMS » (20 mars 2003)
- « Projet de loi instituant le Conseil fédéral de lutte contre le travail illégal et la fraude sociale » (1er avril 2003)